

Accompagnement de dynamiques paysannes



Appui à la structuration
des organisations
paysannes au niveau local
et régional

Accompagnement de dynamiques paysannes

Appui à la structuration des organisations paysannes au niveau local et régional

Date(s) de l'expérience	1995 - en cours
Mise en œuvre	Programme GDRN puis Jèkasy
Partenaires	Délégation d'intercooperation au Sahel
Financement	Direction pour le Développement et la Coopération (DDC – coopération suisse)
Zone géographique	Afrique de l'Ouest, Mali, Région de Sikasso
Mots clés	Organisations paysannes, organisations faîtières, accompagnement de dynamiques paysannes
Echelle d'action	Communes rurales, cercles, région
Public(s) cible(s)	Organisations paysannes, institutions d'appuis techniques et financiers

Résumé

Depuis les événements de Mars 91, la mise en œuvre du processus de décentralisation et les nouvelles orientations de la politique agricole, le rythme des changements qui affectent la société malienne et particulièrement le monde paysan s'est fortement accéléré. Face à ces transformations, les acteurs sociaux mettent en œuvre de nouvelles stratégies de développement local et de nouveaux mécanismes de défense de leurs intérêts. Dans le cas particulier de la région de Sikasso, l'existence de syndicats paysans cotonniers et des lambeaux du tissu professionnel cotonnier mis en place par la CMDT (AV, GPC) enrichie et complexifie cette dynamique rurale.

De manière simplifiée, ce mouvement paysan s'organise autour de deux logiques : celle d'un regroupement par intérêt autour d'une même activité ou d'un même produit (logique « filière ») ou celle, plus lâche, d'une constitution de plates-formes de concertation des ruraux. Ces deux courants, le plus souvent interpénétrés, tentent de tisser un réseau basé au niveau des villages et des exploitations familiales et visant une construction à des échelles géographiques supérieures (du local au régional, voire au-delà). Toutefois, la faiblesse des revenus paysans, la difficulté de communication, les luttes de pouvoir entre leaders, le faible

niveau de formation, les pièges de l'aide au développement et la vision d'encadrement qui domine encore au niveau des services publics sont autant d'obstacle qui freinent la structuration et donc l'efficacité de ces mouvements paysans.

Accompagner et renforcer ces dynamiques constitue pour les institutions d'appui et les programmes de développement rural un nouveau défi. Le programme Jékasy de la coopération suisse tente actuellement de mettre en œuvre, dans une partie de la région de Sikasso, une démarche dans ce sens en facilitant les échanges et les rencontres entre organisations paysannes et en offrant un renforcement progressif de leurs capacités.

Contexte

La région de Sikasso couvre un peu plus de 70 000 km² au sud du territoire national. Elle fait la frontière à l'est avec le Burkina Faso, au Sud avec la Côte d'Ivoire et à l'Ouest avec la Guinée. Sa population est estimée à environ 1,8 millions de personnes. La densité moyenne est de 25 habitants / km² avec toutefois une répartition très hétérogène. Le nord de la région, le vieux « bassin cotonnier », supporte par exemple des densités allant jusqu'à 60 habitants / km².

Située dans les hauts-bassins du Bani et du Niger, entre les isohyètes 800 mm et 1400mm, la région jouit d'un climat tropical subhumide. Successions de paysages de savanes arborées et de parcs agro-forestiers, c'est une des principales zones agricoles du pays.

Le coton constitue la principale culture de rente et la base des systèmes de production agricoles. La dynamique actuelle est largement marquée par la crise de la filière « coton » qui constituait jusqu'alors la clé de voûte de l'économie rurale et urbaine. La baisse progressive des rendements et l'augmentation concomitante des surfaces emblavées ont conduit à de graves problèmes environnementaux (baisse de fertilité, déséquilibre hydrologique, diminution de la biodiversité), sociaux (déstructuration communautaire, conflits fonciers) et économiques (surendettement paysan, marginalisation et appauvrissement de certaines catégories). Toutefois, face à cette dégradation progressive de leur situation, et notamment dans les zones les plus touchées (dans le Cercle de Koutiala par exemple), les organisations paysannes, d'essence communautaire ou associative, se sont développées et s'organisent pour mettre en œuvre des solutions alternatives (conventions locales sur la gestion des ressources communes, promotion de nouvelles filières agricoles). Bien qu'embryonnaires et souvent marquées par des enjeux de pouvoir, ces initiatives paysannes montrent une volonté des ruraux de se prendre en charge et de faire front pour influencer davantage les politiques agricoles. Dans le contexte de la décentralisation, le renforcement de ces dynamiques paysannes constitue également une voie privilégiée pour la légitimation sociale des nouvelles communes rurales et leur orientation au service des populations qu'elles représentent.

Problématique

Le paysage des organisations paysannes maliennes est très marqué par la période « socialiste » durant laquelle les nombreuses tentatives de l'Etat pour organiser le monde rural se sont heurtées à une forte résistance des structures communautaires villageoises et des pouvoirs coutumiers. Dans la région sud du Mali, cet autoritarisme s'est doublé d'une action soutenue de l'encadrement cotonnier (CMDT) pour organiser les producteurs au sein de structures villageoises (les associations villageoises ou AV), censés assurer les fonctions primaires de la commercialisation et la gestion des crédits collectifs. La création des chambres d'agriculture en 1988 (APCAM) n'a fait que brouiller un peu plus le paysage en créant une confusion entre fonctionnaires et élus paysans... La « révolution démocratique » de 1991 a profondément bouleversé ce paysage. Lors des Etats Généraux du Monde Rural, les voix paysannes se clairement élevées pour revendiquer la fin de l'encadrement et pour affirmer leur profonde volonté pour se réappropriier la conduite de propre développement. Malgré une certaine ouverture des autorités maliennes, l'évolution de la situation en 2003 n'a pas apporté tous les fruits des espoirs de 1991. Au-delà des textes et des déclarations politiques, la réalité montre une double image : d'un côté celle d'un service public à la mentalité

inchangé et tentant vainement de retrouver leur statut d'enfant, de l'autre un mouvement paysan bouillonnant et effervescent mais peu structuré à des échelles régionales ou nationales.

Au niveau local, celui des ensembles de communes et des cercles, une dynamique est nettement amorcée à Kadiolo et Yorosso, dans une moindre mesure à Koutiala et très peu à Sikasso. Cette dynamique se traduit par deux mouvements séparés mais complémentaires.

- ⇒ Le premier concerne des organisations par type d'activités (les unions de planteurs, de pépiniéristes, de structures rurales de gestion du bois-énergie, unions locales de la filière viande et bétail, ...). Pour cette première catégorie d'institutions paysannes, une différenciation peut être faite entre les regroupements d'acteurs de même place au sein d'une filière (les planteurs, les pépiniéristes) et les regroupements de type interprofessionnel (cas de la filière viande et bétail avec des éleveurs, des bouchers, des commerçants, ...).
- ⇒ Le second mouvement se matérialise par la mise en place de cadres de concertation ou d'institutions paysannes « généralistes », destinés à représenter progressivement tous les types d'exploitations familiales pour défendre les intérêts généraux du monde rural. Là également, plusieurs sous-catégories peuvent être identifiées avec des logiques ascendantes (des OP de base se réunissent pour fonder une coordination locale au niveau de leur Cercle) ou descendantes (le CRCR ou l'UFROAT qui cherchent à se décentraliser au niveau local), avec des domaines plus ou moins spécifiques (cas de l'UFROAT centré autour des problématiques touchant les femmes rurales).
- ⇒ Il existe également un mouvement très particulier qui voit se constituer des organisations de type communautaire ou inter-villageois, centrées autour des problèmes de GRN, par rapport surtout à l'élaboration de conventions locales pour la protection d'espaces et de ressources naturelles. Ces organisations, fondées sur des bases coutumières et dont les plus anciennes se sont formées autour de Koutiala (SIWAA, Oussiguignon), se fédèrent actuellement en unions locales à l'échelle du cercle (Koutiala, Yorosso). Il est encore trop tôt pour mesurer si cette dynamique correspond à un besoin propre ou plutôt à un repositionnement stratégique envers Jèkasy. En effet, la nouvelle approche du programme qui vise progressivement à changer d'échelle pour se concentrer davantage sur les organisations de niveau supérieur (de l'intercommunal à la région) induit également des réponses « opportunistes » des OP « de base » visant à préserver le captage des appuis.
- ⇒ Parallèlement, il faut noter la difficile évolution du mouvement syndical qui, de manière un peu paradoxale, s'est trouvé très affaibli et divisé par la crise de la filière cotonnière. En effet, le cœur historique du SYCOV, né à Koutiala dans les années quatre-vingt dix, n'a pu résister aux multiples manœuvres externes (jeux de la CMDT, de l'APCAM et de certains bailleurs de fonds) qui ont su profiter des querelles internes et des rivalités de leadership pour miner l'unité syndicale. Une autre cause de cette érosion est sans doute à rechercher aussi au niveau de la disparité croissante des exploitations avec l'apparition progressive de véritables entreprises agricoles (les « gros » cotonniers de type A et B+ selon les critères de classification de la CMDT et qui regroupent entre 15 et 20 % des exploitations) dont sont d'ailleurs issus la majorité des leaders syndicaux. Il est aisé de comprendre que les intérêts de ces nouvelles formes d'exploitations s'éloignent de plus en plus des préoccupations des exploitations familiales, toujours plus en marge des débats politiques... C'est ainsi qu'un autre syndicat est né dans la région en 2000, le SYVAC, alors qu'apparaissaient également d'autres organisations autonomes dans les autres régions cotonnières (à KITA par exemple). De même, l'articulation de ces centrales syndicales avec les organisations paysannes faitières (telle que l'AOPP) n'a jamais pu apporter la synergie nécessaire à la constitution d'un front paysan commun et représentatif des intérêts de la majorité des exploitations familiales agricoles.
- ⇒ Enfin, nous évoquerons l'existence de deux dispositifs non institutionnels : la CRU en matière de recherche agronomique et le CNOP (et les CROP) lié au ROPPA et aux anciennes plate-formes paysannes du CILSS. Nous ne rentrerons pas ici en détail dans la nature et les fonctions de ces dispositifs. Il est toutefois important de souligner leur ambiguïté (nature juridique,

positionnement) et la volonté de certains leaders paysans ou de certaines institutions d'appui (bailleur de fonds, IER, projets) pour leur donner une forme institutionnelle (afin de satisfaire des stratégies personnelles pour les premiers ou afin d'imposer leurs modalités d'appuis pour les secondes)...

Les points communs à l'ensemble de ces dynamiques paysannes, particulièrement au niveau des organisations faitières, sont :

- ⇒ Le cumul de fonctions assumées par un nombre trop limité de leaders paysans qui passent plus de temps en séminaires, ateliers et voyages qu'en séjours au sein de leurs groupements de base et de leurs exploitations.
- ⇒ La faiblesse voire l'absence d'une vision politique et stratégique propre à l'organisation avec une focalisation des énergies sur le captage des appuis externes, un positionnement de « courtiers du développement » et une forte tendance à l'alignement sur les thèmes porteurs de l'aide au développement...
- ⇒ Un problème récurrent d'autonomie financière et la présence encore très forte de responsables non directement paysans, voire extérieurs au monde rural (ancien fonctionnaire, jeune diplômé, etc...).

Mise en œuvre

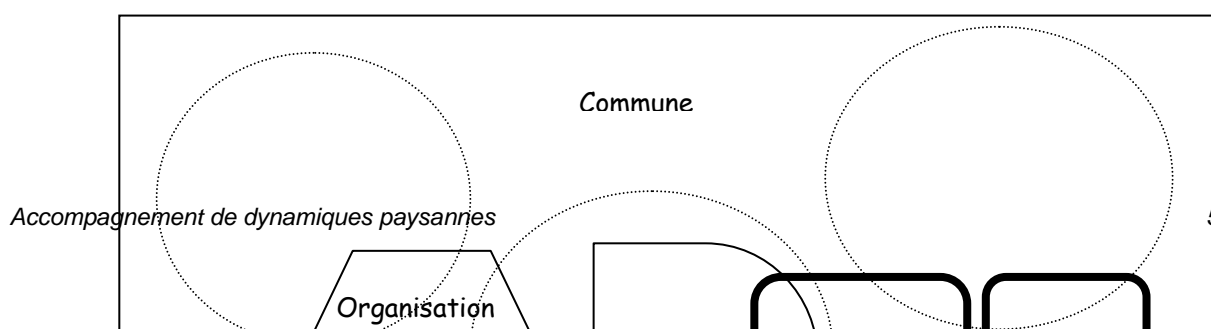
Le programme Jèkasy, démarré en 2002, constitue un affinement stratégique d'un programme précédent, GDRN pour Gestion Durable des Ressources Naturelles (1995-2001). Il vise comme enjeu majeur la contribution à la valorisation durable des ressources naturelles à travers une approche pré-définie qui vise à favoriser le développement des potentiels relatifs à la diversification des systèmes agro-sylvo-pastoraux au niveau des divers acteurs locaux se trouvant dans sa zone d'intervention (préfectures sus nommées et situées dans la région de Sikasso, Mali-sud).

Comme objectif principal, il s'agit de développer la diversification des sources de revenus des familles en milieu rural dans un contexte où il n'est pas rare de noter la confirmation d'une résurgence paradoxale de formes d'organisations intercommunautaires dans les zones où la pression démographique est la plus forte et la pénurie de certaines ressources déjà sensible (cas de Koutiala par exemple). Les objectifs spécifiques passent par un accompagnement des conditions cadres et la structuration d'Organisations Paysannes (OP) et l'appui de proximité afin de sécuriser les systèmes de production agro-sylvo-pastoraux, en initiant une gestion de type concerté pour l'accès et le contrôle des espaces-ressources internes à la zone.

Concrètement, le programme touche une palette d'activités qui recouvrent les produits (miel et dérivés, bois (énergie/service), fourrages ligneux, plantes médicinales, karité et dérivés, soubala de Néré) et les activités économiques allant de l'élevage extensif des bovins en passant par le maraîchage, l'arboriculture fruitière, la pêche/pisciculture extensive, aux aménagements de bas-fonds (tremplin nécessaire au développement et au maintien du potentiel productif).

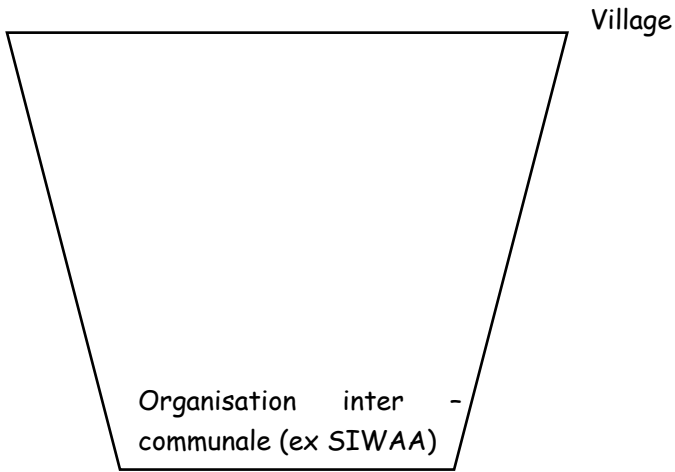
Durant les premières années, de 1995 à 1999, le programme GDRN a particulièrement travaillé au niveau des Op de base pour renforcer leurs capacités techniques et de maîtrise d'ouvrage. Très vite, il est apparu au yeux de ces OP partenaires que le taille ne leur permettait pas toujours de trouver des solutions à certains de leurs problèmes et qu'il leur fallait chercher à se regrouper avec d'autres OP similaires partagent les mêmes difficultés et les mêmes aspirations. Parallèlement, la dynamique organisationnelle paysanne dans les quatre cercles, présentait d'année en année une situation foisonnante et en évolution rapide. Elle devenait de ce fait moins en moins lisible par les différents producteurs et productrices désireux d'adhérer à

Articulation des différents niveaux d'organisations paysannes et locales



Village

Village



Pépinéristes -
planteurs

etc...

Unions régionales spécialisées

Pépinéristes
planteurs

Agro-pasteurs

Fort de ce constat et sur la demande d'un certain nombre d'OP de base, le programme GDRN a cherché à accompagner une réflexion paysanne sur la construction progressive d'organisations paysannes de niveau supérieur, des unions et des organisations faïtières au niveau local ou régional (regroupées sous le terme générique d'OPF). Un autre souci du programme était de pouvoir transférer à ses partenaires paysans un certain nombre de fonctions relatives à maîtrise d'ouvrage locale. Cette prise en main des outils d'auto-évaluation - programmation, de l'alphabétisation, de la formation nécessitait également le recours à des formes d'organisations situées à des échelles géographiques plus hautes, notamment pour trouver un équilibre entre coûts et services.

Pour ce faire, le programme GDRN puis Jèkasy ont initié un cycle de rencontres paysannes destiné à apporter une information claire et la lumière d'autres expériences aux différentes OP de base et aux OPF naissantes pour qu'elles puissent réfléchir, échanger et expérimenter autour :

a) de la structuration des OP à l'échelle du Cercle en décrivant le paysage organisationnel actuel, puis procéder à l'analyse des fonctions respectives des OPF locales ;

b) de la structuration au niveau régional (description du paysage organisationnel actuel et analyser les fonctions des OPF régionales) ;

c) du positionnement des OPF par rapport à l'environnement institutionnel et économique : repérage des interlocuteurs clé et des principaux sujets de négociation ;

d) de la problématique du financement du développement rural.

Dans ce cadre, un ensemble d'actions a été entreprise dans la cadre d'une programmation établie en concertation permanente avec les OP : visité d'échanges, atelier de formation, séminaire de réflexion, études, mis en place d'une groupe de réflexion ad hoc interinstitutionnel au niveau régional, étude, diffusion de textes législatifs et réglementaires, appui à la conception d'outils paysans (auto-évaluation-programmation, diagnostic endogène, etc).

C'est à partir de 2000-2001, que le processus de structuration faïtière a connu une brusque accélération qui a abouti en 2000 à une volonté de structuration autonome émergeant des Comités Locaux de Concertation (CLC), mis en place par le programme GDRN dans chacun des quatre cercles. À partir des Organisations Paysannes (OP) de base, suivant une démarche ascendante, la volonté de structuration autonome a conduit à la création de deux types d'Organisation Paysanne Faïtière (OPF) locale. Le premier type de regroupement d'OP s'est formé à l'échelle du Cercle, indépendamment de leurs domaines d'activité, comme cadre de concertation et défense globale des intérêts des ruraux. Ainsi, trois Comités Locaux de Concertation des OP (CLCOP) ont mis en place dans les cercles de Yorosso (Sept.2000) et Koutiala (Mai 2002). Dans le cercle de Sikasso, le Comité Local de Concertation des Ruraux (CLCR) est encore au stade de bureau provisoire. Le second type est un regroupement d'OP correspondant à une même catégorie socioprofessionnelle. Quatre Unions Locales de Pépiniéristes-Planteurs (ULPP) ont été mises en place dans les cercles de Kadiolo (2001), Koutiala (Mai 2001), Sikasso et Yorosso (2002). L'objectif était là de répondre à des problèmes d'approvisionnement en intrants, de marchés, de formations spécifiques.

La méthodologie globale adoptée pour arriver à des résultats relativement concluants, consistait à chaque étape d'impulser la dynamique de réflexion collective en la faisant se reposer sur le croisement des points de vue des différents types ou niveaux d'organisation faïtière, l'atelier devenant ainsi une sorte de simulation pédagogique des situations réelles.

Dans un premier temps, l'accent a été mis davantage sur la structuration au niveau local plutôt qu'au niveau régional où la situation semble beaucoup plus complexe. A cette échelle, en effet, seul le SYndicat des producteurs de COton et Vivrier (SYCOV) était doté d'une réelle capacité de mobilisation à la base sur le thème du coton, face à l'imposante Compagnie Malienne de Développement du Textile (CMDT). A cette première initiative s'ajoute quelques années plus tard (1996), l'Union Régionale de la Filière Bétail Viande (URFBV) et le Comité Régional de Concertation des Ruraux (CRCR), sans parvenir toutefois à une mobilisation significative auprès des organisations de base.

Dès 2001, d'autres OPF locales se mettent en place selon une démarche ascendante, donc partir de structures régionales ou nationales. L'Union des femmes Rurales d'Afrique de l'Ouest et du Tchad (UFROAT), met en place un comité national pour le Mali (Juin 2001), puis un bureau régional à Sikasso, et en Novembre 2001, des bureaux locaux dans les cercles de Yorosso , Kadiolo , Sikasso et Koutiala.

A son tour, entre Novembre et Juin 2001, l'URFBV met en place des Unions Locales de la Filière Bétail-Viande (ULFBV) dans les cercles de Kadiolo, Sikasso , Koutiala , et Yorosso.. Dans cette situation foisonnante, des scissions ne tardent pas à intervenir, notamment elle intervient au sein du SYCOV qui est à l'origine de la création du SYndicat pour la Valorisation des Cultures Vivrières et Cotonnières (SYVAC).

De son côté, comme ci-dessus indiqué, le CRCR crée en 1996 sans une mobilisation significative auprès des organisations de base, tente de réunir sous sa bannière les OPF nouvellement créées dans les cercles, mais ces dernières semblent plutôt rester dans l'expectative. Enfin, ce n'est qu'en Février 2002, que l'Association des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP), structure d'envergure nationale, met en place un bureau régional à Sikasso.

L'évolution du dispositif ci-dessus décrit, abouti à la mise en place par Jèkasy d'un groupe de réflexion "Structuration/fonctionnement des faitières et financement du développement local" qui regroupe 4 organisations paysannes faitières (CRCR/AOPP, UFROAT, URFBV et ULPP de Koutiala) plus une dizaine de structures d'appui de la région de Sikasso, le groupe de réflexion s'est fixé comme objectifs :

- D'élaborer une stratégie et des outils d'analyse des dynamiques de structuration des OP ;
- De proposer une méthodologie d'accompagnement de la structuration et de l'organisation des OP faitières à l'échelle préfectorale et régionale ;
- D'élaborer une stratégie de financement du développement local ;
- Enfin, de capitaliser les compétences et actions dans ces domaines.

Pour l'année 2002, deux commissions de travail ont été constituées autour de 4 activités principales : a) l'élaboration d'outils de portrait des OPF ; b) l'élaboration de démarche et d'outils de diagnostic institutionnel des OP; c) l'identification/analyse des stratégies existantes de financement des projets des OP ; d) enfin, l'élaboration des mécanismes de financement des projets des OP.

Résultats atteints

Comme on peut le constater, la multiplicité des acteurs et approches, avec leurs forces et leurs faiblesses, concourent aux dynamiques de structuration des OPF de la zone en indiquant leurs logiques de structuration et leurs positionnements par rapport au local et à l'environnement institutionnel et économique, dont il serait intéressant maintenant, de jeter un regard en termes de résultats concrets atteints au bout des efforts énormes accomplis par Jèkasy et ses partenaires.

Dans les quatre Cercles qui constituent le champ d'action du programme Jèkasy, il existe aujourd'hui une dynamique paysanne mieux structurée et donc plus efficace en terme de services offerts au Op de base et en terme d'orientation des conditions - cadre locales du développement rural. Pourtant le chemin reste encore long pour d'une part assurer une durabilité à ce mouvement (renouvellement des leaders, indépendance financière, formation continue) et pour définir de manière plus précise les rôles et les prérogatives de chaque niveau de structuration (subsidiarité) et de chaque forme d'organisation (filiale, syndicalisme, représentation, formation, etc...). Le positionnement de cette dynamique par rapport aux chambres d'agriculture peut également constituer un autre champ d'interrogations...

Enseignements et perspectives

Le principal enseignement que nous pouvons tirer de cette expérience est la durée pour laquelle il est nécessaire d'assurer un accompagnement de ce type de dynamiques paysannes. En cela il convient de saluer la cohérence et la continuité de la coopération suisse qui a su apporter les ressources dans une perspective à moyen terme.

Par ailleurs, la situation actuelle montre que c'est le niveau local (cercle) qui apparaît comme constituer l'échelle pertinente pour l'émergence d'OPF (prise directe sur des problématiques concrètes et variées de développement). Il est aussi apparu clair que c'est l'arène locale qui pourrait valablement jouer le rôle de levier- tremplin pour le jeu des acteurs locaux, afin que l'effet de succès initial escompté puisse concerner les autres échelles (région).

Adaptées au contexte local, les OPF ont montré leur capacité de concertation par la mobilisation des acteurs vers des enjeux à l'échelle des cercles, désormais reconnues comme échelle pertinente, opérationnelle et porteuse d'avenir en matière de développement rural durable.

La plus grande fréquence des OPF dans les ateliers de réflexion et dans les instances des différentes collectivités territoriales, dénote leur motivation d'aller de l'avant et leur confère de nouvelles capacités pour orienter le développement local.

En fin de compte, en termes de perspectives, le processus d'accompagnement de la structure faîtière pourrait se porter sur la délimitation des rôles et des fonctions entre les différentes OPF. Certains aspects essentiels de leur fonctionnement, notamment le volet relatif à la communication interne (donc entre les différents responsables au niveau des différentes structures faîtières et les OP de base) mériteraient d'être mieux définis, précisés aux fins de pouvoir :

- D'une part, inscrire les unions dans leurs domaines d'activités respectifs (filière élevage, activités économiques des femmes, plants et plantations fruitières etc.) pour une valorisation économique durable des ressources naturelles.

- D'autre part, il faut arriver à orienter l'accompagnement vers la construction d'un niveau régional en aidant les OPF du niveau local à imaginer les formes d'organisations les plus appropriées à ce niveau ou pour investir et faire évoluer les institutions déjà existantes (CRCR, AOPPr, etc).

Changement d'échelle et aspects politiques

Dans la perspective de la mise en œuvre du Schéma Directeur du Développement Rural ou de programme tel que le PASAOP, la construction autonome, progressive et solide d'un mouvement paysan est une étape indispensable pour réussir la rupture souhaitée des logiques d'encadrement et la catalyse d'un processus d'amélioration constante des systèmes de production agricole. Les niveaux locaux et régionaux ne constituent donc qu'une étape vers une structuration à l'échelle nationale voire sous-régionale.

Auteurs : **Cheick Oumar Diallo**

François Picard

Saisie le: **20/10/ 2003**

POUR ALLER PLUS LOIN

Contact

Intercooperation, Délégation pour le Sahel, Korofina Sud, Rue 96 Porte 747, BP 2336 Bamako, Mali, tel : 223 224 44 60, fax : 223 224 61 19, email : icsahel@icsahel.org, site web : www.dicsahel.org

Programme Jèkasy, Coopération suisse – Intercooperation, BP 215, Sikasso, Mali, tel : 00 223 262 03 64, fax : 00 223 262 02 47, email : jekasy@icsahel.org

Références bibliographiques

- Kwan Pierre , Rapport de mission sur la structuration des organisations faïtières dans la zone d'action du programme Jèkasy , coopération Suisse ,Intercooperation , juin 2002
- Diallo Cheick Oumar , Analyse de la situation sociale et des dynamiques structurelles relatives aux projets de gestion des ressources naturelles dans les zones cotonnières de Koutiala , Yorosso , Kignan , Programme GDRN , Volet 1 , Environnement et développement Paysan (EDP Tirnyème) , Juin – Juillet 1999
- Collectif, note sur les AEP et les CLC OP, programme GDRN, Intercooperation, Sikasso, novembre 2001.
- Picard François, note de supervision du programme Jèkasy, NDII61FP0203, D-IC Sahel, juillet 2003.
- Collectif, rapport bilan de la phase transitoire, Programme Gestion Durable des Ressources Naturelles dans la Région de Sikasso (GDRN), Bamako, 2001, 35p
- Collectif, Rapport annuel 2002, Programme Jèkasy, Intercooperation, Sikasso, 2003
- F. Picard, rapport annuel du programme Gestion Durable des Ressources Naturelles dans la Région de Sikasso (GDRN), Sikasso – Bamako, Intercooperation, 1999, 50p